

Janet Thorsteinson

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Dans le budget fédéral 2011, le gouvernement s'est engagé à élaborer, dans le domaine de la défense, « une stratégie d'approvisionnement, en consultation avec l'industrie, afin de maximiser la création d'emplois, de soutenir la capacité de fabrication et l'innovation au Canada et de stimuler la croissance économique au pays ». Pour progresser vers cet objectif, soutenir la reprise et favoriser la croissance, l'Association des industries canadiennes de défense et de sécurité (AICDS) recommande que le gouvernement mette en œuvre une stratégie officielle des industries de défense (SID) et un plan correspondant d'investissement de défense (PID) appuyé par un processus efficace de gestion de trésorerie au MDN. Le secteur de la défense et de la sécurité se distingue de tous les autres par ses liens avec le gouvernement, qui constitue son premier client, réglemente ses marchés et facilite ses exportations. Les relations gouvernement-industrie servent les intérêts de défense du Canada ainsi que ses intérêts souverains et économiques, mais il reste encore à optimiser leur potentiel économique. Avec une SID/PID, le gouvernement tirera le meilleur parti possible du poste le plus important de ses dépenses discrétionnaires. Une SID/PID basée sur les capacités industrielles clés maximisera la croissance des emplois intérieurs, l'innovation et l'activité économique au Canada en tirant parti des synergies liées à un approche pangouvernementale des exportations, à la R-D fédérale, aux grappes de capacités industrielles et aux stratégies d'approvisionnement ciblées en matière de défense et de sécurité. Le caractère prévisible d'une SID/PID encouragera les sociétés à investir au Canada et à considérer le pays comme un endroit approprié pour développer des relations mondiales, ce qui favorisera la création d'emplois et la croissance économique dans le pays. Le rapport KPMG 2012 de l'AICDS sur les industries de défense et de sécurité montre que, sur les 12,6 milliards de dollars d'activité économique intérieure engendrée par ces industries, 6,4 milliards ou 51 % sont d'origine étrangère. L'AICDS s'est fixé comme objectif de doubler les exportations dans les cinq prochaines années, de façon à créer une base industrielle de 18 milliards de dollars, dont 6 milliards d'activité intérieure et 12 milliards de ventes à l'exportation. Un programme d'aide à l'exportation dans le cadre d'une SID ferait appel aux ressources combinées d'Industrie Canada, du MAECI, d'EDC, du MDN et de la Corporation commerciale canadienne. On trouvera d'autres renseignements dans le rapport de l'AICDS sur l'approvisionnement militaire (https://www.defenceandsecurity.ca/UserFiles/File/IE/Military_Procurement_Main_Report_March_09_2010.pdf). Une SID/PID définirait des capacités industrielles essentielles aux intérêts stratégiques économiques et de défense du Canada, qui seraient élaborées et exportées à partir du Canada. Elle constituerait pour l'industrie une feuille de route qui servirait de base aux investissements en R-D, à la création de nouvelles capacités et à la mise en place d'un cadre officiel d'interaction gouvernement-industrie, y compris des moyens de mesurer le succès et le progrès réalisé dans la mise en œuvre des politiques.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Les relations étroites qui existent entre le gouvernement et les industries canadiennes de sécurité et de défense ouvrent d'importantes perspectives de création d'emplois. En période de contraction économique et d'incertitude, il est impératif pour le gouvernement d'encourager l'investissement direct étranger, de promouvoir les exportations, d'exploiter et de développer les capacités intérieures, de contribuer au maintien des compétences professionnelles et de renforcer l'infrastructure matérielle. Le marché de la défense et de la sécurité est très particulier parce qu'il dépend de la demande du secteur public et des priorités des gouvernements nationaux. Ce « marché dirigé » impose des contraintes, mais établit un cadre pour le développement et le maintien des industries dans le pays. À cette fin, la définition de capacités industrielles clés dans le contexte d'une stratégie des industries de défense (SID) et d'un plan d'investissement de défense (PID) constitue une première étape capitale pour fournir à l'industrie un cadre de coopération et de croissance futures. Le rapport KPMG 2012 de l'AICDS intitulé *The Economic Impact of the Defence and Security Sector in Canada* met en évidence la capacité de notre secteur d'engendrer des emplois spécialisés et des exportations. Les chiffres figurant dans ce rapport indiquent que pour chaque million de dollars de recettes, les industries de défense et de sécurité sont en mesure de créer 8,68 emplois ETP. L'AICDS est d'avis qu'une SID/PID officielle permettrait d'utiliser plus judicieusement les ressources que le gouvernement affecte déjà au secteur de la défense et de la sécurité. Elle donnerait en même temps à l'industrie la possibilité d'investir dans des intrants économiques tels que la main-d'œuvre. Seule une SID/PID précise peut efficacement donner plus de portée à la R-D fédérale, aux stratégies d'approvisionnement en matière de défense et de sécurité ainsi qu'aux exportations du secteur, de façon à renforcer la base industrielle et à maximiser la création d'emplois, l'innovation et l'activité économique au Canada. Comme l'AICDS l'a mentionné dans ses recommandations à la Commission Jenkins sur l'innovation, on ne saurait surestimer l'importance stratégique du pouvoir d'achat du gouvernement comme principal moteur des capacités industrielles intérieures, de l'innovation, de la productivité et de la formation d'une main-d'œuvre spécialisée. On peut obtenir un exemplaire de ce rapport auprès de l'AICDS. Dans son rapport sur les industries maritimes, l'AICDS a également montré, par exemple, de quelle façon des emplois peuvent être créés dans ce secteur (<http://www.defenceandsecurity.ca/UserFiles/File/pubs/cadsi-mir.pdf>). L'AICDS croit que, pour des raisons économiques, de souveraineté et de sécurité (y compris la création et le maintien d'emplois), le Canada devrait assurer l'entretien dans le pays de ses aéronefs, de ses véhicules et de ses navires. Par conséquent, l'AICDS estime que c'est dans l'industrie canadienne qu'on devrait trouver les principaux fournisseurs de soutien en service du matériel de défense et du matériel connexe de sécurité.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Par suite de son attachement à des stratégies telles que Le Canada d'abord (SDCD) et la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale (SNACN), le gouvernement a prouvé qu'il est en mesure d'affronter à la fois le problème de la disponibilité de la main-d'œuvre et celui de la disponibilité des compétences dans le secteur de la défense. Ces stratégies permettent à l'industrie, au gouvernement et aux établissements postsecondaires de travailler dans le cadre de priorités nationales

définies dans les domaines de la planification du marché du travail, de la R-D et des investissements dans les installations et le matériel. Les entreprises du secteur de la défense et de la sécurité ne craignent pas de faire des investissements pour obtenir des travailleurs qualifiés et assurer une plus grande productivité. Toutefois, il demeure possible de renforcer et d'étendre ce succès. La SDCC et la SNACN mettent en évidence l'importance d'une stratégie des industries de défense (SID). La définition de capacités industrielles clés dans le secteur de la défense et de la sécurité permet au gouvernement de concentrer les travaux fédéraux de R-D sur ces capacités, de privilégier les fournisseurs canadiens du secteur de la défense qui satisfont aux exigences opérationnelles et d'augmenter le nombre de ses fournisseurs grâce à une stratégie d'exportation pangouvernementale. Comme le risque constitue un facteur central du processus décisionnel de l'industrie, les entreprises doivent avoir la certitude que le gouvernement a atténué le plus possible le risque grâce à une fonction sérieuse et indépendante d'examen critique au cours des étapes d'analyse des options et de définition du projet du processus d'approvisionnement. Les entreprises agissent en présence de signaux clairs. Lorsque l'économie mondiale s'améliore et que des mesures probantes d'atténuation du risque sont prises dans le cadre du processus d'approvisionnement, les entreprises sont disposées à investir des liquidités sur la base du leadership manifesté par le gouvernement lors de la communication des priorités industrielles et économiques. À l'heure actuelle, les entreprises du secteur canadien de la défense et de la sécurité exportent la moitié de leur production. L'AICDS croit qu'elles peuvent conserver leur marché intérieur et doubler leurs exportations grâce à des relations plus créatives et plus étroites avec le gouvernement, de façon à créer une base industrielle de 18 milliards de dollars, dont 6 milliards d'activité intérieure et 12 milliards d'exportations. Un engagement soutenu et planifié envers l'augmentation de la productivité dépend de deux secteurs de politiques – l'immigration et l'éducation – grâce auxquels le Canada peut surmonter les défis liés au vieillissement et aux compétences. Comme une SID permet de maximiser, de soutenir et de promouvoir les champions industriels canadiens et la croissance, il sera possible d'attirer des travailleurs qualifiés. De plus, les exemples de réussite industrielle donneront aux Canadiens l'espoir que leur investissement personnel dans le développement de compétences leur donnera accès à des emplois de qualité.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Pour augmenter la productivité dans le secteur de la défense et de la sécurité, il est essentiel d'adopter un cadre stratégique appuyant l'investissement. L'AICDS considère qu'une stratégie officielle des industries de défense, accompagnée d'un plan correspondant d'investissement de défense qui serait mis à jour tous les ans, est un facteur clé d'une telle initiative. À l'échelle internationale, les gouvernements se font la concurrence pour attirer un nombre limité d'investissements directs étrangers. Le Canada serait mieux placé pour obtenir ces investissements s'il énonçait clairement les secteurs prioritaires de la base industrielle intérieure de la défense. Les entreprises investissent lorsqu'elles croient que le marché réagira à leur investissement. Dans le secteur de la défense et de la sécurité, le marché dépend essentiellement du gouvernement pour qui la défense constitue le poste le plus important de ses dépenses discrétionnaires. Le gouvernement serait bien inspiré de définir des capacités industrielles clés correspondant aux intérêts économiques, de souveraineté et de sécurité nationale, de façon à maximiser la R-D fédérale, les retombées industrielles et régionales, les exportations et les ressources d'approvisionnement de la défense. Une fois qu'il a officiellement défini ces capacités, le gouvernement peut utiliser plus efficacement sa « traction de la demande » dans l'approvisionnement lié à la défense et la sécurité et sa « stimulation de la recherche » en partenariat

avec les établissements postsecondaires et le secteur privé, afin de gérer l'innovation, la productivité et l'activité économique au Canada. (On trouvera plus d'idées à ce sujet dans le rapport de l'AICDS sur les retombées industrielles et régionales à <https://www.defenceandsecurity.ca/UserFiles/File/IE/CADSI%20IRB%20Report%20Final%20July%2024%202012.pdf>.) Comme une utilisation stratégique de l'approvisionnement lié à la défense et à la sécurité commande l'innovation et la productivité, les achats du secteur public et les programmes connexes devraient encourager l'innovation dans les demandes de propositions. Le projet ACCORD du MDN rassemble les plus brillants cerveaux de l'industrie, des universités et du gouvernement de tous les pays pour étudier des questions capitales liées aux capacités de défense. Le projet devrait aboutir à un Centre d'analyse des capacités. Si l'industrie a confiance, le marché réagira en investissant dans la R-D. La définition des capacités industrielles clés constitue la base d'initiatives de plus en plus ciblées dans le domaine de la productivité. L'AICDS exhorte le gouvernement à renforcer les incitatifs visant à encourager l'industrie à investir dans les établissements d'éducation canadiens. Les industries de sécurité et de défense ont prouvé leur capacité d'appuyer le développement de grappes de capacités industrielles et de « centres d'excellence » favorisant le développement de compétences et la commercialisation des produits entraînant une augmentation de la productivité. La capacité du Canada de renforcer la productivité est directement proportionnelle à sa capacité d'innover. De ce fait, les industries de sécurité et de défense sont tout à fait disposées à poursuivre cette initiative.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Les entreprises qui exportent sont vulnérables en période de contraction économique. Compte tenu des incidences économiques de l'inaction, les industries de sécurité et de défense devrait intéresser le gouvernement au plus haut point. Le succès du secteur de la défense et de la sécurité en matière d'exportations dépend dans une grande mesure de l'engagement manifesté par le gouvernement lorsqu'il joue le rôle de premier acheteur, stimulant la croissance des PME du pays et mettant en œuvre le Programme canadien pour la commercialisation des innovations qui a récemment été étendu (budget 2012). Le rapport KPMG 2012 de l'AICDS sur les industries de défense et de sécurité montre que, sur les 12,6 milliards de dollars d'activité économique intérieure engendrée par ces industries, 6,4 milliards ou 51 % sont d'origine étrangère. L'AICDS croit que l'industrie canadienne peut maintenir ce niveau d'activité intérieure, mais elle s'est fixé pour objectif de doubler les exportations au cours des cinq prochaines années. Pour y parvenir, l'appui du gouvernement sera essentiel. Dans un marché mondialisé, l'agilité industrielle est importante pour saisir les premières occasions. L'industrie canadienne a la capacité de livrer des produits et des services. Toutefois, comme beaucoup des sociétés en cause sont des PME, elles ont besoin de l'appui du gouvernement pour toucher les marchés étrangers. L'adoption par le gouvernement d'une technologie réalisée au Canada est un exemple d'appui souvent cité par l'industrie. Cette marque de confiance est extrêmement persuasive sur la scène internationale. Les politiques et les programmes devraient non seulement être centrés sur la promotion des champions industriels canadiens, mais créer aussi un environnement qui incite les sociétés étrangères à investir ou à établir des entreprises au Canada afin de répondre à la demande mondiale. Dans ce cadre, le Canada a besoin d'une vision stratégique clairement exprimée dans une stratégie officielle des industries de défense afin de guider ses décisions. L'AICDS a proposé au gouvernement des moyens d'améliorer la position de l'industrie au chapitre des exportations dans son examen du Programme des marchandises contrôlées (<http://www.defenceandsecurity.ca/UserFiles/File/eNews/2012/July/CGP.pdf>). Une mise à jour de la

politique canadienne de sécurité nationale insufflerait une nouvelle vigueur dans le débat sur la sécurité nationale et publique, surtout si elle prévoyait un rôle pour l'industrie à l'appui des priorités canadiennes en matière de sécurité. Le rapport *Protéger une société ouverte : la politique canadienne de sécurité nationale* publié par le gouvernement en 2004 ne prévoyait aucun rôle pour le secteur de la sécurité. Une politique globale de sécurité nationale permettrait d'orienter les investissements technologiques et opérationnels de l'industrie, ce qui profiterait tant à la sécurité canadienne qu'à l'économie nationale.